



Paris, le 25 septembre 2025

Une action sociale ministérielle forte, pérenne, pour tous les agentes et agents !

La journée de mobilisation du 18 septembre fut une incontestable réussite pour le mouvement social. Elle confirme que nos revendications sont au cœur du débat public dont :

- la question de la justice sociale, fiscale et environnementale ;
- le rôle des services publics.

La mobilisation se poursuit avec un appel interprofessionnel à une nouvelle journée de grève le 2 octobre 2025.

L'opinion selon laquelle seules les administrations seraient responsables de la dérive budgétaire est largement battue en brèche.

Les missions de notre ministère sont au cœur de l'État. Dans le contexte budgétaire actuel, elles devaient faire l'objet de toutes les attentions, à l'exact opposé de la casse systématique qui nous subissons depuis des décennies.

Pour remplir les missions de notre ministère, des femmes et des hommes agissent et travaillent au quotidien. Ces personnels méritent également toutes les attentions.

L'action sociale touche à la vie quotidienne de tous les personnels ministériels, qu'ils soient actifs ou pensionnés, qu'ils soient fonctionnaires, contractuels ou apprentis, ainsi que de leurs ayants-droits.

Depuis plusieurs années, le contexte budgétaire fait peser de lourdes menaces sur le devenir de notre action sociale. Aujourd'hui, le ministère engage une revue des prestations (restauration, logement, vacances, aide à la parentalité).

Pour nos fédérations, cela augure restrictions, voire suppressions, de prestations à destination des personnels ministériels.

Pourtant, dans un contexte économique de baisse du pouvoir d'achat, de blocage du point d'indice, de perte de la GIPA (Garantie Indemnitaire de Pouvoir d'Achat), les agentes et agents ont de plus en plus besoin de l'action sociale ministérielle. Ses prestations ne relèvent pas du superflu, mais elles répondent à une nécessité. Aller vers une restriction de celles-ci, c'est aller à rebours de la réalité des besoins sociaux.

De plus, l'action sociale pourrait être un levier de l'attractivité de notre ministère, qui n'en a pas tant que ça.

Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, CFDT/CFTC, FO et UNSA/CFE-CGC réaffirment leur attachement à une action sociale ministérielle forte, présente sur tout le territoire et au plus près de toutes et tous, quelle que soit leur situation professionnelle, personnelle ou géographique.